



Paris, the 26th of April 2017

Press release

Fight against tax evasion and evasion: The UFE makes its voice heard at a European forum Organized by the European Commission (DG TAXUD)

From 15 to 17 March 2017, UFE participated in a European forum on the fight against tax evasion and fraud. The seminar was attended by some fifteen representatives of civil society organizations. It aimed to highlight the main tax optimization practices of multinational firms aiming to use the subtleties and inconsistencies of the various tax regimes for taxing their profits between states, to reduce or even avoid payment of taxes (hybrid companies, Borrowing mechanisms between companies in the same group housed in different states, tax treatment different from one country to another, tax rulings, payment of licenses and royalties to reallocate the tax base to Lower taxation).

Beyond this light, this forum also demonstrated a certain political voluntarism displayed by the European Commission to advance measures anti-avoidance of tax and harmonization tax in Europe. The UFE recalled that for many years it has been criticizing the inadequacies in the capacities of the tax and customs administrations to investigate more effectively tax evasion. It proposed several avenues of improvement, notably within the framework of the special commission of inquiry TAXE of the European Parliament, led by Alain LAMASSOURE. UFE also has taken constructive positions in the common assessment of the taxable bases and the consolidation of the profits made by these multinational firms.

For the members of UFE, taxation is at the heart of the democratic pact of consent to taxation. Its representatives insisted that the modernization of the tax law corpus is not enough to ensure its full effectiveness, without a strengthening of the quantitative and qualitative capacities dedicated to the tax audit. Tax and customs administrations in Europe need human resources, adapted and constantly renewed training, as well as legal tools facilitating the mechanisms of international administrative and judicial assistance.

As European Commissioner Laszlo Kovacs pointed out in 2009, a sophisticated tax system on paper requires resources for steering and monitoring by the European institutions, as well as means to ensure their application through monitoring and The fight against fraud.

UFE defends the need to improve tax harmonization in Europe, as well as the capacities of State control.

Contacts presse :

Serge COLIN (Président de l'UFE) : 06 30 19 46 81



Paris, le 26 avril 2017

Communiqué de presse

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales : l'UFE fait entendre sa voix lors d'un forum européen organisé par la Commission européenne (DG TAXUD)

Du 15 au 17 mars 2017, l'UFE a participé à un forum européen relatif à la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales. Ce séminaire réunissait une quinzaine de représentants d'organisations de la société civile. Il visait à mettre en lumière les principales pratiques d'optimisation fiscale des firmes multinationales visant à utiliser les subtilités et incohérences des différents régimes fiscaux d'imposition de leurs bénéficiaires entre les Etats, pour réduire voire éviter le paiement de l'impôt (sociétés hybrides, mécanismes d'emprunts entre sociétés d'un même groupe hébergées dans des Etats différents, traitement fiscal différent d'un Etat à l'autre, rulings fiscaux, paiement de licences et de royalties permettant de réallouer l'assiette taxable vers des pays à fiscalité plus faible).

Au-delà de ces éclairages, ce forum démontrait aussi un certain volontarisme politique affiché par la Commission européenne pour faire progresser des mesures anti-évitement de l'impôt et d'harmonisation fiscale en Europe.

L'UFE a rappelé que depuis de nombreuses années, elle dénonce les insuffisances dans les capacités des administrations fiscales et douanières pour enquêter plus efficacement en matière de fraudes fiscales. Elle a proposé plusieurs pistes d'amélioration, notamment dans le cadre de la commission spéciale d'enquête TAXE du Parlement européen, pilotée par Alain LAMASSOURE. Elle a pris des positions constructives dans l'évaluation commune des bases taxables et la consolidation des bénéfices réalisés par ces firmes multinationales.

L'UFE rappelle que la fiscalité se trouve au coeur du pacte démocratique du consentement à l'impôt. Ses représentants ont insisté sur le fait que la modernisation du corpus législatif fiscal ne suffit pas à en assurer la pleine effectivité, sans un renforcement des capacités quantitatives et qualitatives dédiées au contrôle fiscal. Les administrations fiscales et douanières en Europe ont besoin de moyens humains, de formations adaptées et sans cesse renouvelées ainsi que d'outils juridiques facilitant les mécanismes d'entraide administrative et judiciaire internationale.

Comme le précisait le commissaire européen Laszlo Kovacs en 2009, un système fiscal perfectionné sur le papier nécessite des moyens pour le pilotage et le monitoring par les institutions européennes, autant que de moyens pour en assurer une application au travers de l'action de contrôle et de lutte contre la fraude.

L'UFE défend la nécessité d'améliorer l'harmonisation fiscale en Europe tout comme les capacités de contrôle des Etats.

Contacts presse :

Serge COLIN (Président de l'UFE) : 06 30 19 46 81